



Justin Logan est le directeur des études de défense et de politique étrangère à l'Institut Cato. Il est un expert de la grande stratégie américaine, de la théorie des relations internationales et de la politique étrangère américaine. Ses recherches actuelles portent sur trois sujets : l'échec des efforts des États-Unis en matière de partage de la charge au sein de l'OTAN ; l'équilibre changeant du pouvoir en Asie ; et la pertinence limitée du Moyen-Orient pour la sécurité nationale américaine.

Les Européens parlent beaucoup d'une Europe de la défense et d'une autonomie stratégique. Mais cela est-il possible dans les faits, ou bien est-ce limité à quelques concepts ? Entretien avec Justin Logan pour disposer d'un point de vue américain.

Entretien avec [Justin Logan](#), directeur des études de défense et de politique étrangère au think tank conservateur américain CATO institute. Propos recueillis par Henrik Werenskiold. Article original paru dans Geopolitika. *Traduction de Conflits. Publié le 19 septembre 2024.*

© <https://www.revueconflits.com/autonomie-strategique-leurope-peut-elle-se-passer-des-etats-unis/>

Les Français ont été les premiers à promouvoir l'idée d'une autonomie stratégique européenne. Quel est votre point de vue à ce sujet ? Pensez-vous qu'il soit possible d'établir un commandement militaire européen unifié doté d'une véritable autonomie stratégique ?

De nombreux Européens perçoivent d'un certain œil l'ambition persistante de la France de diriger l'Europe, mais d'un point de vue américain, l'intérêt des États-Unis réside dans le maintien de la division de l'Europe. Cette position découle de notre participation à la Première Guerre mondiale, à la Seconde Guerre mondiale et à la Guerre froide, au cours desquelles nous avons cherché à empêcher la domination de l'Allemagne du Kaiser Wilhelm, de l'Allemagne d'Adolf Hitler ou de l'Union soviétique.

Du point de vue de la *realpolitik* américaine, l'objectif est d'empêcher un pays de dominer l'Europe, tout en permettant à l'Europe de se défendre, ce qui ne devrait pas être trop difficile si l'on compare l'économie et la population de l'Union européenne à celles de la Russie. En outre, si l'on considère les luttes de la Russie en Ukraine, il est clair que la Russie n'est pas candidate à la domination de l'Europe.

Nous sommes donc parvenus à une situation aussi favorable que possible du point de vue américain. Les conflits, l'instabilité et les guerres peuvent persister en Europe, mais l'objectif central des États-Unis, qui était d'empêcher un pays de dominer le continent, a pour l'essentiel été atteint. Il s'agit là d'une évolution positive dont les États-Unis devraient se féliciter.

Pensez-vous que l'Europe a déjà la capacité de se défendre contre la Russie sans le soutien des États-Unis ? La guerre en Ukraine se déroulerait très probablement différemment sans le soutien militaire des États-Unis.

Certes, mais les États-Unis ne sont pas engagés comme si l'Ukraine était un allié de l'OTAN, puisque nous ne sommes pas directement impliqués dans les combats. Il est donc concevable d'envisager un scénario de guerre en Europe dans lequel les États-Unis ne combattent pas activement, mais soutiennent l'effort de guerre par d'autres moyens. Nous pouvons fournir différents types de soutien, mais pas de personnel militaire proprement dit.

Je pense qu'un exemple pertinent du conflit ukrainien, qui pourrait s'appliquer plus largement à l'Europe, est le partage par les États-Unis de ce que nous appelons ISR : Intelligence, Surveillance et Reconnaissance (*les moyens de recueil du renseignement militaire nécessaire pour mener une campagne*). Non seulement nous avons détecté les mouvements russes dès le début de la guerre, ce qui a été bénéfique pour l'effort de guerre de l'Ukraine, mais nous avons également fourni un soutien ISR à l'armée ukrainienne tout au long du conflit jusqu'à aujourd'hui, ce qui a été essentiel pour elle.

Ces capacités pourraient également soutenir l'Europe en cas de conflit armé, étant donné que l'Europe ne dispose pas des capacités satellitaires et de surveillance que nous possédons. Nous pourrions ainsi poursuivre ce soutien sans déployer de troupes. Cela ne veut pas dire que nous cesserions de communiquer ou de coopérer avec les Européens, mais l'idée que les États-Unis doivent être le nœud central de la défense de l'Europe semble fantaisiste.

Alors oui, que ce soit à travers la vision de Macron, l'UE, ou même une potentielle alliance franco-germano-britannique – ce qui semble étrange à mentionner – je crois qu'ils trouveront leur voie. Mais je n'ai pas de préférence particulière quant à la manière dont elle devrait être structurée, que ce soit par le biais de l'UE ou d'une alliance tripartite.

Toutefois, l'idée que la Russie puisse étendre ses lignes d'approvisionnement actuelles de plusieurs centaines de kilomètres en Europe et être efficace dans un endroit comme la Pologne semble également irréaliste, en particulier avec le niveau actuel de soutien militaire des États-Unis et d'autres pays européens. Il peut sembler étrange de dire cela pendant le plus grand conflit en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale, mais du point de vue des États-Unis, il s'agit d'une histoire positive. Nous avons appris que l'armée russe s'efforce de pulvériser l'Ukraine, ce qui indique que nous avons surestimé ses capacités militaires.

Oui, c'est terrible pour l'Ukraine et probablement pour la Russie, mais c'est avantageux pour nous. Si les Russes ne parviennent pas à vaincre rapidement l'Ukraine, ils seront confrontés à d'immenses défis face à des pays comme la France ou l'Allemagne.

Vous dites donc que le statu quo actuel est en fait le meilleur pour les États-Unis parce que vous voudriez que les capacités de défense européennes soient décentralisées, en ce sens que vous ne voudriez pas qu'une seule entité contrôle tout le potentiel militaire du continent ?

Je ne pense pas que le statu quo soit le meilleur scénario, car les États-Unis ont actuellement 100 000 soldats stationnés en Europe, et je ne veux pas avoir 100 000 soldats en Europe. Je ne pense pas que la défense de l'Europe nécessite 100 000 soldats américains stationnés en permanence sur le continent. Je pense donc que si nous commençons à prendre nos distances avec l'OTAN, que ce soit par le biais d'une « OTAN dormante » ou en commençant unilatéralement à retirer des troupes d'Allemagne, cela provoquerait une nouvelle onde de choc au cœur de l'Europe, tout comme l'a fait l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Mais je pense qu'une « onde de choc sécuritaire européenne » supplémentaire serait en fait une bonne chose du point de vue des États-Unis, car elle forcerait la *Zeitenwende* (*évolution, tournant, changement*), qui n'est actuellement qu'un tour de passe-passe comptable, à se transformer peut-être en quelque chose de réel. Dans ce contexte, si l'on observe l'opinion publique allemande sur les dépenses militaires, on constate que la question d'un récent sondage était très défavorable cette l'idée. La question était la suivante : « Devrions-nous dépenser davantage pour la défense, même si cela devait se faire au détriment d'autres priorités nationales, y compris la protection sociale et les infrastructures ? Et ce n'est pas une majorité, mais une pluralité – 46 ou 47 % des Allemands – qui a répondu par l'affirmative à cette question.

Quant aux autres options, elles sont soutenues à hauteur de 30 % et 20 % respectivement. C'est assez frappant pour moi. Ainsi, plutôt que de voir les Allemands gaspiller des milliards d'euros pour des F-35 qu'ils n'utiliseront jamais, il serait bon qu'ils utilisent ces ressources, ou peut-être des ressources supplémentaires, d'une manière plus intelligente qui se traduise réellement par une puissance militaire sur le terrain.

En Europe, il est difficile pour les hommes politiques de préconiser des réductions des programmes de protection sociale, des dépenses sociales et des dépenses de l'État, qui pourraient être nécessaires pour augmenter les dépenses militaires. Une façon de contourner partiellement ce problème est d'en avoir plus pour son argent en réduisant les redondances entre les armées européennes et en améliorant leur complémentarité.

Existe-t-il un moyen de les rendre plus complémentaires, ou est-ce tout simplement impossible en raison de questions telles que le réalisme politique, le nationalisme, les intérêts nationaux et le trop grand nombre d'intérêts divergents entre les différents États européens ?

La réponse honnête est que je ne sais pas, mais il y a certainement moyen de réduire les redondances. Reste à savoir s'il s'agit d'une mise en commun de la souveraineté ou de quelque chose de beaucoup plus ambitieux. On a parlé d'une armée européenne, ce qui est peut-être tiré par les cheveux. Mais il est certain que les redondances pourraient être réduites. L'Europe compte des dizaines d'armées, de forces aériennes, de marines,

etc. différentes, dont les capacités sont redondantes. Ces forces pourraient certainement être rationalisées afin de devenir une force de combat plus efficace.

Ces ressources pourraient être utilisées, positionnées, mises en commun et donc mieux appliquées. Encore une fois, je suis agnostique et incertain quant à savoir si ces efforts devraient passer par l'Union européenne ou par une sorte d'accord multilatéral entre les États concernés. Mais en fin de compte, soit vous pensez que ces pays européens se soucient de leur sécurité et de leur survie, soit vous ne le pensez pas. Je suis dans le camp de ceux qui pensent que c'est le cas.

Mais ils sont très heureux de pouvoir compter sur les États-Unis et de s'appuyer sur eux autant que possible. Je ne les blâme pas du tout ; je pense qu'ils sont intelligents. Je ne reproche pas aux Européens d'accepter la gratuité ; je nous reproche de la leur offrir. Il y a une métaphore que j'aime utiliser : Si nous vous invitons à dîner et que nous payons l'addition, pour nous plaindre ensuite que les Européens n'ont pas payé, c'est que nous avons invité. Eh bien, nous avons invité. C'était notre marché, et nous aimons être le joueur le plus important à la table. Personnellement, je n'aime pas cela ; cela ne vaut pas le coût pour nous.

Je pense donc que nous devrions commencer à retirer des troupes de pays comme l'Allemagne et communiquer clairement et amplifier ce sentiment de menace. En d'autres termes, il faut leur faire comprendre qu'ils ont un grave problème qu'ils doivent régler, et voir ce qui se passe. Je pense que les Européens se ressaisiraient rapidement dans un tel scénario. Je ne suis toutefois pas certain de la manière dont cela fonctionnerait. Beaucoup de gens diront, oh, il faut passer par l'UE, il faut des obligations de défense ; ou non, il faut passer par Paris, ou non, il faut une version plus nationale.

Mais d'un point de vue américain, la façon dont elle serait organisée à la fin n'a pas vraiment d'importance. Le seul danger serait que les Européens restent littéralement les bras croisés et regardent l'armée russe traverser l'Ukraine et la Pologne et pointer un poignard au cœur de l'Allemagne. Je pense que c'est de la science-fiction. Je pense que ce n'est pas une perspective réelle du point de vue américain. Et je pense que les Européens, s'ils y sont contraints, en feront plus, sous une forme ou une autre, pour compenser l'absence de forces terrestres américaines.

Faisons donc une expérience de pensée. Supposons que l'Europe augmente considérablement sa capacité militaire, qu'elle gagne beaucoup plus d'autonomie stratégique et qu'elle devienne en quelque sorte un pôle de puissance indépendant et militairement compétent dans le système international. Voyez-vous un scénario dans lequel elle pourrait utiliser sa puissance militaire d'une manière préjudiciable aux intérêts américains, par exemple en Méditerranée ou dans l'étranger proche de l'Europe ?

Je pense que nous sommes si loin d'un tel scénario que je serai mort avant qu'il ne se réalise. Il est vrai que mon horizon temporel est un peu court. Mais je pense que nous en sommes très loin.

Et je pense que c'est également ironique. La seule fois où j'entends cet argument réaliste très dur, c'est de la part d'internationalistes libéraux des États-Unis qui aiment être au centre de la sécurité européenne. Et je me dis : « Attendez une minute, c'est un argument de type John Mearsheimer que vous avancez. Et vous êtes un internationaliste libéral en règle.

Ce sont des points de vue qui s'excluent mutuellement, alors lequel est le bon ? Mais il arrive que les gens défendent ces deux points de vue en même temps, et c'est incohérent. D'une part, nous craignons que l'Europe n'assume pas plus de responsabilités si nous en faisons moins. D'autre part, nombre de ces mêmes personnes affirment que nous devrions faire attention à ce que nous souhaitons, car si l'Europe se met en ordre de marche, elle s'alignera d'une manière ou d'une autre contre nous. Mais je pense que cette perspective est si lointaine que nous ne devrions pas y prêter attention.

Je ne pense pas qu'il y ait lieu de s'inquiéter à ce stade. Et je ne pense pas franchement, même en tant que réaliste, que les intérêts de l'Europe s'opposent fondamentalement aux intérêts des États-Unis. Je pense que nous sommes fondamentalement des puissances de statu quo qui se complètent dans le système international. Par ailleurs, je pense qu'à moyen terme, les problèmes démographiques de l'Europe vont poser de réelles contraintes à sa capacité de projection de puissance, de la même manière que les problèmes démographiques de la Chine et de la Russie vont poser des contraintes à leurs capacités de projection de puissance.

Je suis donc prêt à courir ce risque, car je pense qu'un tel scénario a une faible probabilité de se réaliser. Je pense que c'est comme un risque de queue sur l'axe X d'une courbe de distribution normale. Donc, si nous en

arrivons à un point où c'est la principale préoccupation des spécialistes américains de la sécurité, je dirais que nous sommes dans une situation formidable, parce qu'il n'y a pas beaucoup de raisons de s'inquiéter.

Revenons à notre point de départ. Vous affirmez que l'Europe peut essentiellement s'occuper de sa propre sécurité et que les États-Unis peuvent plus ou moins se retirer complètement du continent et se concentrer à 100 % sur l'Asie de l'Est, en suivant l'argument d'Elbridge Colby ?

Je pense que je vais encore plus loin que Bridge. Je pense que Bridge essaie d'être un peu plus modéré que moi. Je pense que l'Europe devrait assumer seule la mission de dissuasion conventionnelle. On peut donc se demander ce qu'il en est du parapluie nucléaire. Qu'en est-il des capacités ISR, que j'ai déjà évoquées ?

Il est vrai que ces éléments sont très difficiles à remplacer à court terme, en particulier la question nucléaire. Mais je pense que la décision américaine – non négociable – devrait être que nous n'aurons plus de forces terrestres en Europe ; ces troupes rentrent en fait à la maison pour de bon. Non seulement cela, mais les bases navales de la péninsule ibérique et de l'Italie disparaissent également.

Je pense que les Américains devraient commencer cette évolution dès que possible. Ensuite, si les gens commencent à se plaindre ou à s'inquiéter de l'extension de la dissuasion ou autre, nous pourrions discuter de la manière de gérer cela. Mais oui, les intérêts américains en Europe seront essentiellement garantis sans les efforts militaires américains.

Maintenant, si je devais argumenter contre moi, je dirais : voulez-vous vraiment dire que la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni pourraient dissuader la Russie d'attaquer l'Estonie, la Lituanie ou la Lettonie ? Je pense que c'est un bon contre-argument. Je répondrai qu'il s'agit d'une mission militaire terriblement difficile, avec ou sans les États-Unis.

L'environnement géographique permissif est vraiment difficile à surmonter. Et à moins de poster 70 ou 80 000 soldats le long de la frontière entre les États baltes et la Russie, ce que nous ne ferons pas, nous sommes dans le même bateau, n'est-ce pas ? Nous espérons essentiellement que le bluff ne sera jamais suivi d'effet. Parce que l'obtention d'un niveau de dissuasion qui rendra Tallinn et Vilnius à l'aise n'est pas possible sans les États-Unis.

Et nous ne le faisons pas actuellement. L'ancien premier ministre estonien, Kaja Kallas, a récemment déclaré qu'avec les plans actuels de l'OTAN, qui prévoient une défense en profondeur, « mon pays serait rayé de la carte ». Je pense qu'elle a raison sur le fond. Mais du point de vue d'un réaliste américain pur et dur, ce serait très bien. Nous atteindrions une sorte de ligne durable qui serait défendable pour protéger les intérêts américains.

Mais si vous cherchez une sorte de position de défense avancée ou de dissuasion par le déni à un niveau conventionnel contre la Russie dans les pays baltes, ce n'est tout simplement pas faisable. Ce serait comme dire que les Chinois essaient de protéger Sonora (*désert mexicain le long de la frontière avec les USA*) contre les Américains. Ce n'est pas possible, c'est tout simplement impossible.

Et il y a la dissuasion nucléaire et toutes sortes d'autres choses qui tournent autour. Mais si vous voulez une marge militaire confortable dans les pays baltes, vous ne l'aurez en aucun cas. C'est regrettable. Je pense donc qu'une bonne réponse à mon argument est de dire que les pays baltes seraient vulnérables dans le cadre de votre plan. Et mon contre-argument serait de dire que les pays baltes sont déjà vulnérables à l'heure actuelle. La géographie est un maître cruel qui nous gouverne tous.

Aujourd'hui, l'Europe achète une grande partie de son matériel militaire à des entreprises de défense américaines. Ces entreprises dépendent du fait que l'Europe soit le partenaire junior et ne s'engage pas dans des programmes paneuropéens d'acquisition de matériel de défense, ce que l'autonomie stratégique impliquera très probablement.

Pensez-vous que les intérêts enracinés au sein de l'establishment militaire et des complexes industriels américains peuvent mettre des bâtons dans les roues pour qu'un véritable changement se produise ? Pensez-vous qu'il soit préjudiciable aux intérêts américains que l'Europe cesse d'acheter ces quantités massives d'équipements de défense américains ?

Ils essaieront certainement de le faire, et c'est d'ailleurs ce qu'ils font. Donc, au sens étroit de la base industrielle de défense américaine, oui, c'est préjudiciable à leurs intérêts. Mais dans le sens plus large d'une position de défense plus autonome de l'Europe, non. Je vois là un compromis.

Historiquement, les Américains ont dit : « *Europe, tu devrais dépenser beaucoup plus pour la défense, tu devrais acheter du matériel américain, et tu devrais l'utiliser aux moments et aux endroits où nous te suggérons de l'utiliser* ». C'est un raisonnement fantaisiste. Je ne pense pas que cela puisse se produire.

Par conséquent, si nous voulons que l'Europe dépense davantage, je pense qu'il est plus probable que cela se produise si l'Europe se procure davantage de matériel militaire européen. En d'autres termes, les gens comme moi se plaignent du complexe militaro-industriel du Congrès. Il est très difficile de fermer une chaîne de production, et il est très difficile de fermer une base militaire. Tout cela est vrai.

Mais ce serait également vrai en Europe, n'est-ce pas ? L'augmentation de la production militaire en Europe exercerait une pression à la hausse sur les dépenses de défense parce qu'elle créerait des circonscriptions pour ces dépenses. Je pense donc que si nous sommes vraiment sérieux et que nous pensons vraiment que l'Europe devrait faire plus pour elle-même, comme je le fais, alors une partie de ces achats devra provenir de la production européenne.

Et c'est une mauvaise chose du point de vue de l'un des cinq grands entrepreneurs américains du secteur de la défense. Mais en politique internationale, les compromis sont omniprésents. Je pense qu'il est important de ne pas réduire l'intérêt national américain aux intérêts de Lockheed, Boeing et Raytheon. Je veux dire par là que c'est quelque chose qu'il ne faut pas faire du point de vue de la haute politique. Alors oui, il serait certainement mauvais pour ces entreprises qu'il y ait une base industrielle de défense européenne plus importante. Mais pour les États-Unis, dont la dette s'élève actuellement à 35 000 milliards de dollars, c'est une bonne chose.
